



Mort programmée de la civilisation occidentale

[Immigration, Islam, Afrique, Europe] Une civilisation submergée, par Pierre Marie Gallois

Une vague meurtrière, pour le continent européen

jeudi 22 mars 2007
par admin

Il s'agit de la civilisation européenne. On voit mal comment elle pourrait endiguer et survivre aux trois gigantesques tsunamis qui déjà, la ravagent. D'ordre démographiques et économiques leurs eaux ne se retirent pas, elles stagnent, noient cette civilisation pour faire place à une autre. Les plaques tectoniques islamiques et africaines, parfois confondues, ébranlent et écrasent aisément de leur masse, celle de moins en moins résistante, sur laquelle repose l'Europe. Avant d'être, à leur tour, broyées par la production de la zone Asie-Pacifique.

En dépit des mouvements migratoires dont elle est la destination finale, l'Europe devrait perdre **100 millions d'habitants au cours du présent demi siècle**. Dans le même temps, augmente la population d'Afrique, le pourtour méridional de la Méditerranée à lui seul, **gagnant de 150 à 180 millions d'âmes**. Barométriquement parlant, il y a une forte dépression au nord, laquelle ne laisse pas d'attirer le « trop plein » de la pression du sud.

La France affiche un taux de natalité plus élevé que celui de la plupart de ses partenaires européens. C'est là un redressement relativement récent. **Aussi a-t-elle accueilli le plus grand**

nombre d'émigrés. Elle en compterait 9 à 10 millions, dont près de la moitié aurait le Maghreb pour origine.

Dès le début de la Vème République, la France, alors en expansion, avait fait appel à la main d'œuvre étrangère, moins exigeante en matière de salaire que la main-d'œuvre française. Toutefois, le général De Gaulle avait « **encadré** » le flux allogène. Paris conclut avec Alger un accord selon lequel 25.000 Algériens seulement seraient, annuellement, admis en France. **(En 1985, Mitterrand annule cet accord et accorda cette même année 650.000 visas)**. En 1973, Pompidou étant à l'Élysée, la France avait souscrit à la Charte Sociale européenne qui recommandait aux Etats membres de faciliter le regroupement des familles des travailleurs étrangers. Et, en 1976, **Giscard d'Estaing signa le décret** relatif à ce regroupement. Aussi, le flux migratoire fut-il modifié. C'est ainsi, par exemple que, si en 2003, quelque 215 000 visas de long séjour furent délivrés, 15 % seulement d'entre eux l'étaient pour le travail, tandis que près de la moitié visait le regroupement familial, les étudiants s'adjugeaient le quart restant. S'y ajoutaient les demandeurs d'asile (100.000) et mettons 120.000 clandestins. A déduire 120.000 à 150.000 naturalisations annuelles. Selon Maxime Tandonnet, éminent spécialiste, il faudrait raisonnablement compter avec **250.000 à 300.000 migrants supplémentaires chaque année.**

Pour les autochtones le taux de natalité est de 1,8 à 1,9 mais, à court terme, il atteint 2,6 voire 2,8 pour les maghrébines et 3,5 à 4 pour les femmes d'origine africaine sub-saharienne. Ce qui donne à penser qu'en **2050 plus de 30 % de la population française sera composée de migrants et de leurs descendants.** En théorie, le gouvernement français n'y peut rien changer puisqu'il est partie au traité d'Amsterdam qui a transféré à l'Union européenne le contrôle de l'immigration. Non seulement la Vème République a favorisé cette transformation d'une identité nationale séculaire (Accord de Schengen) mais elle s'est désaisie de la gestion du flux des migrants. C'est que le mode d'élection du président de la République – au suffrage universel direct – l'incite à faire des « largesses » en faveur des candidats à la nationalité française. Le pouvoir se constitue ainsi un électorat favorable. Un sondage récent montre que les Français issus de l'immigration préféreraient à la fois la gauche et le président Chirac, les partis de gauche et les présidents successifs exploitant le filon émigration. Ainsi la France, par la politique de ses gouvernements, compromet ce à quoi la nature – un taux de natalité meilleur – aurait tendance à remédier.

Une généreuse politique sociale, l'indifférence des autochtones à la transformation de leur société, la suppression des frontières, grossissent le flux de migrants. Le mythe de l'intégration – dès la première génération – dissipe d'éventuelles inquiétudes. Confusément l'exemple des Etats-Unis et le succès de leur melting pot rassurent bien que la situation de la France – et plus généralement de l'Europe – soit très différente. Emigrer aux Etats-Unis a pour objectif un sort matériel bien meilleur, mais également l'appartenance à une nation puissante, au rayonnement mondial dont l'arrivant a le sentiment de détenir une parcelle. La France, à l'inverse, présente le visage d'un **territoire dépourvu de gouvernement national**, relevant d'une vague autorité supranationale donc étrangère, un pays sans frontières qui s'affiche sous deux drapeaux et dont les **forces armées relèvent de pouvoirs extérieurs.** Bref, l'émigrant arrive sur un sol **politiquement vide, à la population d'origine anémiée.** Venant le plus souvent de pays gouvernés autoritairement, il n'éprouve nul besoin de troquer sa nationalité contre celle d'une nation d'accueil en décadence. Les gouvernements successifs de la funeste Vème République n'ont pas compris – ou préféré ignorer – qu'il y avait incompatibilité entre « **intégration** » et « **construction européenne** ». Ce qui est vrai, pour la France, l'est dans une certaine mesure pour une large fraction du continent européen.

Hors de France, en Europe industrialisée, le recours à l'immigration est, le plus souvent, une nécessité, les taux de natalité étant beaucoup trop faibles pour permettre le renouvellement des générations. L'affaiblissement général qui en résulte (vieillesse, tarissement de l'innovation,

charges accrues de la population) est à rapprocher, d'une part de la puissance démographique, idéologique et financière des pays de l'Islam et, d'autre part, de l'augmentation de la population africaine combinée à la limitation des ressources locales disponibles. D'où deux déferlantes vers un continent européen matériellement riche, mais en dépeuplement.

Vague islamiste

La majorité des 1,3 milliard de croyants vit sur des terres inhospitalières, faibles en ressources alimentaires si certaine d'entre elles bénéficient d'un sous-sol qui abonde en énergies fossiles, assurant une solide aisance financière de leurs populations.

Au cours de la seconde moitié du XXème siècle les gouvernements des pays que privilégie ainsi leur sous-sol se sont rendu compte que le développement économique du reste du monde dépendait, pour une large part, des sources d'énergies qu'ils détiennent. Celles-ci les ont placés sur le **devant de la scène mondiale alors qu'ils étaient relégués dans les coulisses**. L'heure est donc d'en venir à la **troisième expansion de l'Islam, après celles du VIIIème et XVIIème siècle**. La pétro-politique, à la fois, les y incite et leur en fournit les moyens financiers.

Les « industrialisés » concourent à cette expansion, le marché financier des pétroliers musulmans représentant des centaines de milliards de dollars et permettant de fructueux échanges. En revanche, le formidable pactole constitué par le commerce de l'énergie a conduit à trois démarches.

- Compte tenu de l'épuisement inéluctable des gisements de pétrole et de gaz naturel, les gouvernements des pays musulmans producteurs préparent leurs populations respectives à déployer des activités autres que celles qui a fait leur fortune, et cela en s'efforçant d'équiper techniquement, leur territoire.
- Investir le surplus de leurs gains dans les pays industrialisés à la fois pour en retirer de substantiels bénéfices et afin d'y ouvrir la voie à une large fraction de leurs ressortissants.
- Enfin, financer l'expansion des fidèles de l'Islam, plus particulièrement là où le dépeuplement leur fait place, c'est-à-dire en Europe, une Europe accueillante mais aux mœurs jugées décadentes et incapable d'opposer à « l'invasion » la même résistance que dans le passé.

La prise de conscience du rôle économique capital tenu, durant plusieurs décennies, par les pays musulmans pétroliers a renforcé le fondamentalisme. Voici dix ans déjà que l'écrivain **Amir Taheri** révélait que « certains (fondamentalistes) prêchent pour la création de ghettos islamiques en Occident... d'autres rêvent de créer une **super puissance islamique** qui pourrait lancer et remporter une guerre de représailles... ils rêvent de **libérer non seulement Jérusalem** mais aussi **l'Andalousie et de repousser les frontières de l'Islam jusqu'au coeur de l'Europe** ». Depuis, le rêve est devenu, peu à peu, réalité, les délires fondamentalistes n'étaient plus redoutés et l'économie et les exigences de la démocratie telle qu'elle est pratiquée en Europe, s'accommodant de la migration islamique voire l'encourageant. En France, **l'élection présidentielle au suffrage universel fait, en quelque sorte, obligation aux candidats à l'Élysée en campagne quasi permanente de racoler le maximum de voix**. Et de favoriser le développement d'un électorat exprimant sa gratitude envers ceux qui ont milité pour son entrée en France.

Selon l'INSEE, cité par Philippe Bourcier de Carbon, en 2030, la vague islamique « approchera les

10 millions de personnes représentant à cette date 15 % de la population, ainsi que 30 % des naissances en France. En 2030, les enfants âgés de moins de 15 ans, issus de l'émigration de l'Afrique du nord, seront 26 millions soit en métropole, plus de un enfant sur quatre. Loin d'être dévastateur ce tsunami humain n'en modifiera pas moins la physionomie de la France (et, plus généralement, de l'Europe). Aux Etats-Unis l'on s'en émeut. « Un croissant au-dessus de l'Europe » titrait Peter Grier dans un article publié par la revue de l'Armée de l'air des Etats-Unis. « L'impatient minorité islamique va grandir numériquement et, par conséquent, aussi son pouvoir politique et celui-ci est totalement anti américain ». Et il concluait : « L'Ouest doit probablement se préparer à dire adieu à l'ancien et confortable monde transatlantique du dernier demi siècle ».

La vague africaine

Colorée... et plus généralement francophone, la vague africaine –sub saharienne – recherche en Europe le travail et la protection sociale dont le continent noir est avare.

Dans le même temps que la vieille Europe se dépeuple la « jeune Afrique » bat des records en matière de peuplement. Bernard Lugan, dont les études africaines font autorité, rappelle qu'en un an la population du continent est passée de 872 à 910 millions, soit une augmentation de 38 millions en douze mois. En 2030, il faudra compter avec 1, 3 milliards d'Africains.

Malheureusement, en dépit des récentes découvertes de richesses énergétiques fossiles, les ressources naturelles disponibles sont loin d'être à la mesure des besoins. Avec **12 % de la population du monde**, l'Afrique n'affiche qu'un produit intérieur brut de 1 % du PIB mondial. Et un revenu annuel moyen par habitant de 450 dollars, ou encore près du cinquantième de celui des citoyens des Quinze, en Europe. Plusieurs centaines de millions subsistent avec deux dollars/jour. Non seulement le commerce africain est stagnant (2 % du commerce mondial) mais il régresse, ayant compté pour 7 % en 1950, lorsque le colonisateur était encore présent. Depuis, le mépris des droits de l'homme, les querelles tribales, les troubles populaires, les insurrections, les conflits armés ont accentué l'instabilité africaine. Ce fut le cas, en s'en tenant à l'ordre alphabétique, en Angola, au Burundi, en Centre Afrique, au Congo Kinshasa, en Côte d'Ivoire, en Erythrée, Ethiopie, Guinée, Libéria, Nigéria, Ouganda, Rwanda, Somalie, Soudan, Tchad, Zimbabwe.

On conçoit aisément que les populations africaines, spécialement sub-sahariennes, tiennent l'Europe pour un Eldorado en dépit de sa faible croissance économique. Elle est relativement proche, ses frontières sont quasi effacées et elle est en quête de travailleurs moins exigeants que les autochtones. Aussi ce tsunami est-il de grande ampleur et devrait-il s'amplifier pour accompagner les taux de natalité très élevés de la population noire (3,4 à 4 comparés au 1,9 français).

Devenue un territoire plus qu'elle n'est une nation souveraine, la France est particulièrement attirante. La francophonie crée un lien naturel tandis que son système de protection social est convoité. Aussi le nombre des émigrants ayant l'Afrique sub-saharienne pour origine augmente-t-il régulièrement. (de l'ordre de 10 à 15 % par an actuellement).

On est déjà à la mise sur pied d'une fédération des associations noires de France destinée à favoriser **l'émergence d'une conscience noire**. Et non l'intégration à la population du pays d'accueil.

Terre d'abondance humaine mais de pénurie alimentaire et aussi d'instabilité, l'Afrique se déverse sur l'Europe y important son potentiel de travail, sa puissance génétique mais aussi sa violence

ancestrale.

La vague chinoise

Elle n'est pas démographique, celle-là mais économique. Du moins le gigantesque potentiel de production de la Chine (et avec certain décalage de l'Inde) domine-t-il, et de loin, la présence, en France, des « fils du ciel ».

Le libéralisme économique auquel la France a souscrit, ne serait-ce que par le **traité de Maastricht**, lui fait obligation de rejeter tout protectionnisme. Elle doit aborder la concurrence mondiale dans de très inégales conditions (salaires, protection sociale) d'autant que le carcan européen exclut toute politique industrielle nationale.

Sa population en paie le prix si certaines entreprises vont exploiter le savoir-faire et le faible coût de la main-d'œuvre asiatique. Résultats : augmentation du chômage en France celui-ci encore aggravé par « **l'élargissement** » de l'Union (dont bénéficie surtout l'Allemagne) avec comme perspective, le tarissement, puis l'extinction de la production. En théorie, le milliard de travailleurs chinois et indiens devrait suffire à satisfaire les besoins de la quasi-totalité de la population mondiale, à commencer par ceux des pays industrialisés, au niveau de vie élevé. La mondialisation des échanges si bien accueillie par l'Occident, lui joue le mauvais tour de l'appauvrir et de précipiter son déclin, Europe en tête. Il fallait bien se douter que le libéralisme économique intégral matérialiserait le principe des vases communicants, l'Asie retardée s'enrichissant rapidement tandis qu'aussi rapidement l'Occident « avancé » déclinerait.

La croissance chinoise, l'année passée a, officiellement dépassée 9,5 %. (**En réalité elle aurait été comprise entre 12 et 15 %**). Cette intrusion, en majesté, dans l'économie mondiale n'a pas été anticipée. Depuis des siècles ce grand pays somnolait, auto-satisfait, assuré que sa vieille civilisation n'avait que peu de choses à emprunter à la civilisation industrielle euro-américaine. C'est sans doute Hiroshima qui a, soudain, secoué et éveillé toute une génération d'Asiatiques.

Jusqu'en août 1945, la Chine comme l'Occident, avait bien renoncé au sabre et à la lance pour en venir au fusil, à la mitrailleuse et au char d'assaut. Mais l'utilisation militaire de la désintégration de la matière a révélé l'écart des connaissances et, sans doute, stimulé le rattrapage, il est en cours. Et le savoir scientifique récemment acquis, multiplié par la masse, crée les conditions d'une nouvelle civilisation, au rayonnement irrésistible. **Des textiles à l'espace, toute la gamme des biens d'équipement textiles, machines-outils, électronique ménagère et industrielle, ordinateurs, chimie, matériels ferroviaires, automobiles, avions, fusées, satellites etc...** peuvent être fabriqués en Chine, en grande quantité, à un faible coût durant encore une longue période.

Assez longue pour condamner à l'inaction et à la faillite les principaux centres de recherche et de production des pays anciennement industrialisés. Les Etats-Unis, l'Europe, la France ressentent sévèrement les premiers effets de la puissance créatrice et productrice de la zone Asie-Pacifique : baisse des niveaux de vie, chômage accru, extension de la précarité avant d'en venir, pour un nombre croissant, à la misère.

Attirés par le vaste marché d'Extrême-Orient, et plus particulièrement par celui que constitue la Chine, les entreprises occidentales se hâtent d'y faire commerce, d'y investir et d'y exporter leurs technicités, précipitant ainsi leur propre déconfiture ultérieure.

Ainsi le tsunami industriel d'abord, puis commercial et financier chinois recouvre-t-il aisément les deux autres si bien qu'il ne restera que leur Histoire aux peuples ainsi inondés et écrasés par le poids de ces trois vagues.

Loin d'élever des digues retardatrices la Vème République ouvre la voie à ces gigantesques flux. Les civilisations sont mortelles. Les événements contemporains en font la démonstration.

Pierre Marie Gallois

Signatures: 0

--	--	--	--